

Formations à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures

Guide de bonnes pratiques pour l'élaboration de programmes
de formation à l'intention des équipes de gestion des situations
d'urgence et du personnel de lutte



IPIECA

Association Internationale de l'industrie pétrolière pour la Protection de l'Environnement

Étage 14, City Tower, 40 Basinghall Street, Londres EC2V 5DE, Royaume-Uni
Téléphone : +44 (0)20 7633 2388 Télécopieur : +44 (0)20 7633 2389
E-mail : info@ipieca.org Internet : www.ipieca.org



Association internationale des producteurs d'hydrocarbures et de gaz (IOGP)

Siège social

Étage 14, City Tower, 40 Basinghall Street, Londres EC2V 5DE, Royaume-Uni
Téléphone : +44 (0)20 3763 9700 Télécopieur : +44 (0)20 3763 9701
E-mail : reception@iogp.org Internet : www.iogp.org

Bureau de Bruxelles

Boulevard du Souverain 165, 4^e étage, B-1160 Bruxelles, Belgique
Téléphone : +32 (0)2 566 9150 Télécopieur : +32 (0)2 566 9159
E-mail : reception@iogp.org

Bureau de Houston

10777 Westheimer Road, Suite 1100, Houston, Texas 77042, États-Unis
Téléphone : +1 (713) 470 0315 E-mail : reception@iogp.org

Rapport 499 de l'IOGP

Date de publication : 2014

© IPIECA-IOGP 2014 Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, par enregistrement ou autre, sans le consentement écrit préalable de l'IPIECA.

Exonération de responsabilité

Bien que tous les efforts possibles aient été fournis pour assurer l'exactitude des informations contenues dans cette publication, ni l'IPIECA, ni l'IOGP, ni aucun de leurs membres passés, présents ou futurs ne garantissent leur exactitude ou n'assument la responsabilité d'une quelconque utilisation prévisible ou imprévisible de cette publication, même en cas de négligence de leur part. Par conséquent, ladite utilisation se fait aux risques et périls du destinataire, avec la convention que toute utilisation par le destinataire constitue un accord avec les conditions de cet avertissement. Les informations contenues dans cette publication ne prétendent pas constituer des conseils professionnels de différents contributeurs de contenu, et ni l'IPIECA, ni l'IOGP ni ses membres n'acceptent quelque responsabilité que ce soit pour les conséquences de l'utilisation ou la mauvaise utilisation de la présente documentation. Ce document peut fournir des indications qui viennent compléter les exigences de la législation locale. Cependant, rien dans les présentes n'est destiné à remplacer, modifier, abroger ou autrement déroger à ces exigences. En cas de conflit ou de contradiction entre les dispositions de ce document et la législation locale, les lois applicables prévaudront.

Formations à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures

Guide de bonnes pratiques pour l'élaboration de programmes de formation à l'intention des équipes de gestion des situations d'urgence et du personnel de lutte

Préface

Cette publication fait partie de la série des Guides de bonnes pratiques de l'IPIECA-IOGP, qui résume les opinions actuelles en matière de bonnes pratiques sur des sujets variés relatifs à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Cette série vise à harmoniser les pratiques et les activités du secteur, à informer les parties prenantes et à servir d'outil de communication pour promouvoir la sensibilisation et l'éducation.

Cette série met à jour et remplace la célèbre « Oil Spill Report Series » de l'IPIECA, publiée entre 1990 et 2008. La série de guides couvre des sujets qui sont applicables aux activités d'exploration comme de production, ainsi qu'aux activités de transport maritime ou terrestre.

Les révisions ont été réalisées par le Projet de coopération industrielle de l'IOGP-IPIECA dans le cadre de la lutte contre la pollution par les hydrocarbures (JIP). Le JIP a été créé en 2011 pour valoriser les enseignements en matière de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, suite à l'accident de contrôle de puits d'avril 2010 dans le golfe du Mexique.

Remarque sur les bonnes pratiques

Les « bonnes pratiques », dans le contexte du JIP, sont l'énoncé de directives, de pratiques et de procédures internationalement reconnues qui permettront à l'industrie du pétrole et du gaz d'assurer des performances acceptables en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

Les bonnes pratiques pour un sujet particulier seront amenées à évoluer au fil du temps à la lumière des innovations technologiques, de l'expérience pratique et de l'amélioration des connaissances scientifiques, ainsi que des changements politiques et sociaux.

Table des matières

Préface	2	Évaluation de la formation	25
Introduction	4	Collecte du retour d'information	25
Terminologie utilisée dans le présent document	4	<i>Apprenants</i>	25
Cycle de formation	5	<i>Évaluation par les pairs</i>	26
Évaluation des besoins	5	Rétention des informations acquises	26
Besoins organisationnels	7	Modifications des cours	26
Besoins individuels	7	Contrôle des compétences	27
Conception d'un programme de formation	9	Certification et accréditation	28
Définition des objectifs d'apprentissage	9	Certificats de formation	28
Questions de langue	10	Accréditation des formations	28
Types de cours	11	Bibliographie et lectures recommandées	29
Cours modèles de l'OMI	11	Remerciements	29
Cours à l'intention du secteur pétrolier	12	Annexe 1 : Exemple de descriptif de cours	30
Cours spécialisés	12	Annexe 2 : Exemple de plan de séance	31
Personnalisation des cours	14		
Cours de perfectionnement	14		
Administration des cours et planification des séances	15		
<i>Planification administrative</i>	15		
<i>Planification des séances</i>	16		
Méthodes de formation	17		
Présentations	17		
<i>Études de cas</i>	18		
Discussions et exercices en groupe	19		
<i>Discussions animées par le formateur</i>	19		
<i>Exercices sur table</i>	19		
<i>Exercices de simulation d'un déversement d'hydrocarbures</i>	20		
Visites de site	21		
<i>Visite de sites de stockage d'équipements</i>	21		
<i>Visites du littoral</i>	22		
Exercices pratiques de déploiement d'équipements	22		
Cours en ligne et outils informatiques	23		
Manuels, cahiers de travail et références	24		
Qualifications et expérience requises des formateurs	24		

Introduction

Pour se préparer aux déversements d'hydrocarbures, le personnel doit comprendre et être en mesure d'effectuer de nombreuses fonctions en rapport avec la lutte et la gestion des situations d'urgence. La formation à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures a pour but d'identifier les membres du personnel qui seront chargés de ces fonctions et de leur offrir des occasions d'apprendre et d'entretenir leurs connaissances et leurs compétences.

La préparation aux déversements d'hydrocarbures constitue uniquement, pour la majorité des membres du personnel, une tâche qui s'ajoute à leurs activités ordinaires ou quotidiennes. Certaines compétences qu'une personne doit avoir pour son travail ordinaire peuvent avoir un rapport direct avec le rôle qui lui est confié lors d'une situation d'urgence, notamment dans les domaines suivants :

- compétences d'encadrement ou de supervision ;
- savoir-faire en matière de logistique, d'approvisionnement ou d'administration ; et
- connaissances spécialisées sur la sécurité, les questions juridiques ou les relations gouvernementales ou publiques.



Cependant, dans tous les cas, la lutte contre un déversement d'hydrocarbures présente des défis uniques et divers qui nécessitent une compréhension allant au-delà de l'expérience professionnelle ordinaire d'un employé. Tous les membres du personnel doivent donc suivre une formation plus ou moins poussée en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures pour pouvoir agir efficacement et en toute sécurité dans une situation d'urgence.

Un programme de formation se fonde sur le processus de planification d'urgence de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et sur l'analyse de risque qui l'accompagne (pour obtenir des informations complémentaires sur la planification d'urgence, veuillez consulter le document IPIECA-IOGP, 2015). Ce programme doit correspondre aux besoins déterminés dans le cadre du plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et doit donc être adapté aux objectifs visés, tant au niveau de son contenu qu'au niveau de sa méthode de mise en œuvre. Le présent guide présente un processus par étapes, appelé « cycle de formation », pour aider les organisations et les personnes à atteindre cet objectif.

Terminologie utilisée dans le présent document

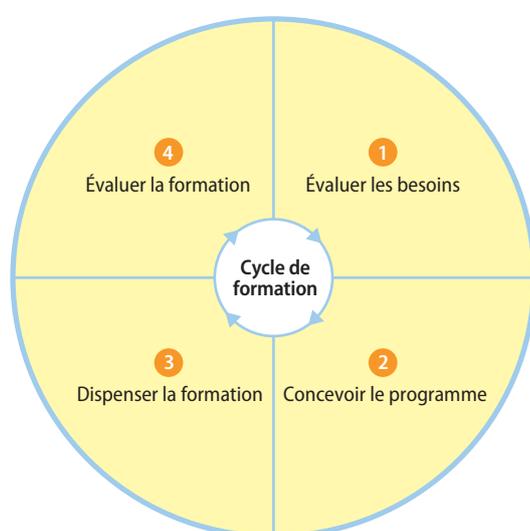
Les définitions suivantes sont fournies pour préciser le sens de certains termes clés utilisés dans le présent document :

- Formation :** Processus consistant à transmettre des compétences et une compréhension spécifiques pour exécuter des tâches données.
- Connaissance :** Compréhension des aspects théoriques ou pratiques d'un domaine particulier.
- Compréhension :** Aptitude à percevoir, à prédire ou à prévoir l'issue d'une action. La compréhension est plus profonde que la connaissance du fait qu'elle donne suffisamment de recul pour résoudre des problèmes et prendre des décisions.
- Aptitude :** Capacité exercée et perfectionnée à mener une action donnée.
- Compétence :** Capacité à réaliser un travail particulier en conformité avec des normes de performance. Cette notion englobe les exigences et les capacités techniques nécessaires à la réalisation du travail, ainsi que les connaissances et la compréhension permettant d'exécuter une tâche efficacement en dépit de l'évolution des conditions.

Cycle de formation

La mise en œuvre d'un programme de formation peut être illustrée par le cycle de formation présenté dans la figure 1. Les quatre éléments du cycle de formation suivent un processus progressif et logique : (1) évaluer et identifier les besoins de formation, (2) concevoir et élaborer un programme de solutions de formation permettant de répondre aux besoins, (3) dispenser la formation aux personnes concernées, et (4) évaluer la formation pour s'assurer que les besoins ont été satisfaits. Ce processus est répété périodiquement pour assurer la pertinence et l'adéquation du programme de formation.

Figure 1 Éléments du cycle de formation



Évaluation des besoins

La première étape du cycle de formation est l'évaluation et l'identification des besoins. L'ampleur et la complexité d'une évaluation des besoins en formation (EBF) sont directement issues du contexte dans lequel le programme prend naissance. Bien que le groupe ou la personne responsable de la réalisation de cette évaluation pour la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures varie selon la structure organisationnelle et hiérarchique en place, elle correspond généralement à une fonction ou un service particulier au sein d'une société pétrolière, qui est chargé de gérer les aspects liés à la santé, la sécurité, l'environnement et la sûreté. Dans certaines organisations, il est possible qu'un service ou une fonction de formation joue un rôle actif de coordination de l'EBF. Il peut par exemple être nécessaire d'intégrer l'EBF de préparation aux déversements d'hydrocarbures à une évaluation plus générale des besoins de formation de l'organisation. Le service de formation peut désigner des outils et procédures d'évaluation auxquels les éléments rattachés à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures doivent être intégrés.

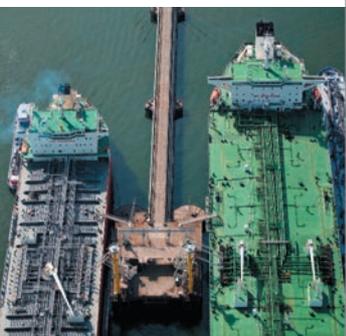
Les facteurs déterminants de l'EBF peuvent être externes, par exemple quand les directives réglementaires ou la législation imposent certaines obligations en matière de formation. Ils peuvent également être liés aux engagements pris par une entreprise à l'égard de normes reconnues, de politiques ou d'attentes. De nombreuses sociétés du secteur pétrolier et gazier ont élaboré leurs propres normes de formation pour favoriser l'uniformité avec des directives ou des définitions établissant les conditions minimales à remplir.



iStockphoto.com



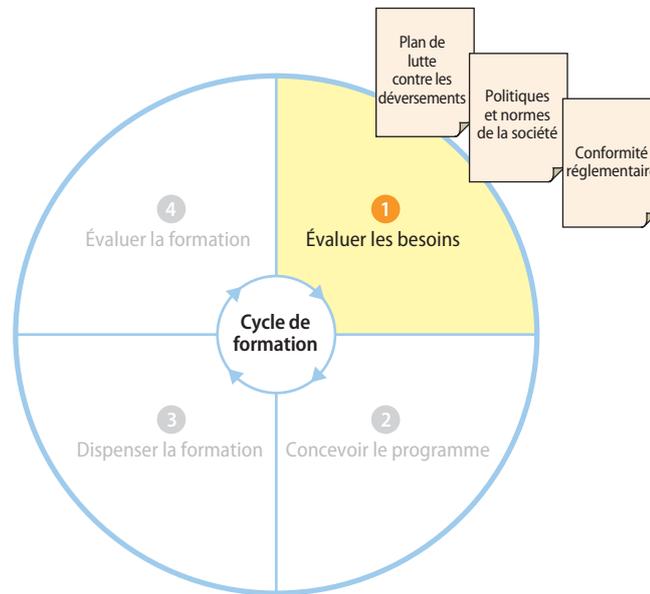
Shutterstock.com



Shutterstock.com

L'objectif global d'une organisation sur le plan de la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures est relativement simple. Il consiste à s'assurer que, en cas d'accident, l'organisation est en mesure de mobiliser, déployer et coordonner les ressources nécessaires à la mise en place et la poursuite d'une opération de lutte efficace proportionnelle au risque opérationnel. Bien que les conditions géographiques, environnementales et opérationnelles, ainsi que le profil de risque, varient d'un site à un autre, il est probable que, quel que soit l'emplacement en question, les compétences requises pour de nombreux rôles et tâches confiés aux équipes de gestion des situations d'urgence et de lutte contre les déversements restent les mêmes. Cela simplifie l'EBF et indique que nombreuses compétences du personnel de lutte peuvent être transférées entre plusieurs sites et diverses activités d'exploitation. Cela permet également d'élaborer des cours de formation généraux.

Figure 2 Étape 1 du cycle de formation : évaluation des besoins de formation



L'évaluation des besoins de formation doit tenir compte des risques existants sur un site d'exploitation.

Un plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures constitue généralement le point de départ et le fondement de l'EBF et de l'examen des besoins d'apprentissage. Le plan de lutte doit préciser les exigences réglementaires de formation, le périmètre organisationnel et géographique de la formation, les méthodes de lutte et les procédures opérationnelles à employer. Ces éléments du plan sont la base permettant de déterminer les compétences et les connaissances dont les équipes de gestion des situations d'urgence et de lutte contre les déversements doivent disposer.

Le but de l'EBF est de :

- identifier les connaissances et compétences préexistantes dans une organisation ;
- réaliser une analyse des rôles nécessaires au sein de l'organisation chargée de la lutte ;
- déterminer si les membres du personnel sont capables de jouer le rôle qui leur est confié ;
- mettre en évidence les lacunes ; et
- servir de base pour élaborer les meilleures méthodes d'apprentissage et créer un programme de formation adapté aux besoins

L'EBF doit viser à la fois les employés existants et les nouvelles recrues en tenant compte du renouvellement du personnel. Les personnes chargées de réaliser l'EBF doivent bénéficier d'un appui sans réserve de la part de l'équipe de direction de l'organisation. Cela légitimera leur enquête sur la situation actuelle. Aucune hypothèse ne doit être prise quant à la situation existante ; il est recommandé d'organiser des entretiens avec des membres clés du personnel et de consulter les registres des formations déjà dispensées.

Besoins organisationnels

Les besoins organisationnels d'une société peuvent être identifiés au niveau global, régional, pour une filiale ou pour un site particulier, en fonction du contexte de l'EBF. Cet aspect s'inscrit généralement dans l'approche de préparation et de lutte par niveau faisant partie du processus de planification d'urgence.

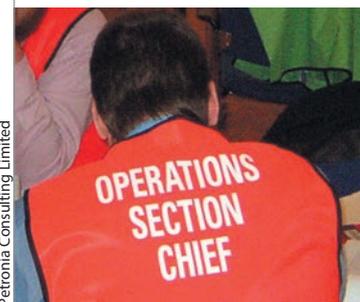
Au niveau global et régional, l'EBF vise avant tout à constituer un groupe de personnes pouvant être rapidement mobilisées depuis divers sites afin de soutenir les équipes de gestion des situations d'urgence d'une filiale ou d'un site particulier, et de faciliter leur communication avec les fonctions de gestion des situations d'urgence et de continuité des activités. Elle peut également nécessiter la création et la coordination d'équipes d'intervention régionales ou internationales spécialisées composées d'experts techniques capables d'accompagner une opération de lutte en cours en prodiguant des conseils techniques précis. Ces experts techniques peuvent faire partie du personnel de la société, ou être des prestataires indépendants spécialisés ou des coopératives de lutte contre les déversements.

Les filiales et les sites d'une société souhaitent généralement s'assurer que leurs propres employés reçoivent une formation adaptée qui leur permettra de jouer leur rôle et de s'acquitter des fonctions qui leur seront confiées lors de la création et de la mobilisation des équipes de gestion des situations d'urgence et de lutte contre les déversements.

Dans le contexte d'une EBF, une liste ou une matrice de compétences peut être dressée afin de préciser les compétences qui sont nécessaires pour que les employés jouent leur rôle lors d'une opération de lutte. Le plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures permet de déterminer la nature de ces compétences et les effectifs nécessaires à la création d'une équipe adaptée. Il convient de prendre en considération, pour déterminer le nombre d'employés à former à chaque rôle, la rotation des équipes (lors d'une opération de longue durée), le nombre de personnes devant rester disponibles en tant qu'intervenants de première ligne et le personnel de secours à prévoir pour soutenir une opération en cours. Un exemple de matrice détaillée exigée par les autorités pour un gestionnaire d'installation offshore au Royaume-Uni est fourni dans le tableau 1 (ci-contre). Dans l'exemple en question, 15 modules identifient les connaissances et les compétences exigées pour ce rôle, chacune d'entre elles étant rattachées à un « niveau de formation » devant être atteint.

Besoins individuels

Il est probable que les grandes sociétés aient déjà leurs propres processus d'identification des besoins de formation de leurs employés dans le cadre de leurs programmes d'évaluation des performances et de développement de carrière. Ces procédures doivent tenir compte des besoins organisationnels et permettent de définir et préciser le rôle qu'une personne est tenue de jouer lors de la gestion d'une situation d'urgence et de l'opération de lutte qui l'accompagne. Elles forment la structure permettant d'identifier l'envergure et le niveau des aptitudes ou compétences existantes d'une personne, ainsi que les lacunes à combler par le biais de formations ciblées.



Petronia Consulting Limited



Petronia Consulting Limited

Tableau 1 Obligations de formation pour les gestionnaires d'installation offshore au Royaume-Uni

Module	Connaissances	Aptitudes	Niveau de formation*
Évaluer la situation			
A1	Procédures de notification offshore de base exigées par la Convention MARPOL, la Convention OPRC et la législation britannique	Utiliser le formulaire de notification PON 1 (Petroleum Operations Notice 1) et compiler les informations nécessaires	2
A2	Quantification du déversement	Trouver la matrice à utiliser par l'observation visuelle	1
A3	Sources potentielles sur l'appareil/la plateforme de forage ou sur le navire	Quantifier le volume de déversement possible depuis chaque source	1
A4	Propriétés des types d'hydrocarbures présents	Identifier les points d'éclair et la probabilité d'inflammation	1
Activer le plan d'urgence antipollution (plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures)			
B1	Utilisation du plan d'urgence antipollution (OPEP), comprendre le rôle du représentant du secrétaire d'État (SOSREP) et de l'unité de contrôle des opérations (OCU), et comprendre son rapport avec les procédures de lutte de la société	Utiliser la section de notification avec efficacité	3
B2	Connaissance de la structure terrestre de lutte contre les déversements de la société	Évaluer, quantifier et notifier	2
Dresser le plan d'action de la lutte			
C1	Méthodes de lutte indiquées dans l'OPEP	Utiliser les arbres de décision dans l'OPEP	1
Mettre en place et organiser la structure de la lutte			
D1	Programme de formation et d'exercices offshore	Analyser les risques d'accident	3
Activer la lutte opérationnelle			
E1	Procédures d'urgence offshore	Mobiliser les équipes de lutte offshore	1
E2	Droit du gestionnaire d'installation offshore (OIM) à utiliser les stocks de dispersant sur place	Connaître les principes d'épandage de dispersant et utiliser l'arbre de décision standard pour l'utilisation de dispersant	3
Gérer et contrôler l'opération de lutte en cours			
F1	Comportement et caractéristiques du déversement d'hydrocarbures	Identifier le type d'hydrocarbures, ainsi que les conditions météorologiques et marines	1
F2	Prévisions élémentaires des mouvements des hydrocarbures	Utiliser un tracé vectoriel	2
F3	Procédures de sécurité sur le terrain	Gérer la sécurité de la lutte	3
Mettre fin aux opérations			
G1	Évaluation de la possibilité que le déversement se poursuive et quantifier le risque d'inflammation	Analyser les risques d'un déversement supplémentaire	2
Communication et génération des rapports			
H1	Préparation des justificatifs relatifs à la taille du déversement, aux actions entreprises, etc.	Quantifier la taille du déversement, identifier la raison du déversement et prendre les mesures de prévention d'un déversement ultérieur, évaluer les mesures à prendre pour éviter toute répétition, prélever des échantillons et recueillir des éléments de preuve	2

* 1 = Description des exigences mentionnées dans le module

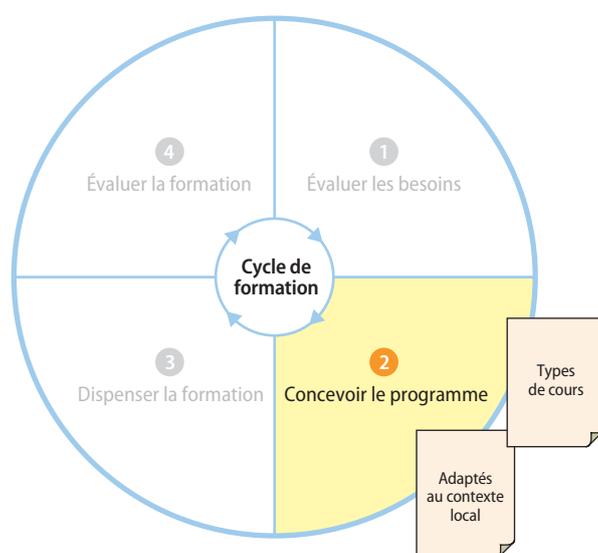
2 = Aptitude de base à exécuter la tâche décrite et validée dans le cadre d'un scénario d'exercice

3 = Module de cours suivi et exercé, aptitude à contrôler la tâche de façon compétente

Conception d'un programme de formation

Une fois que l'EBF est terminée, ses observations et ses résultats doivent permettre d'élaborer un programme de formation adapté. Le nombre de personnes visées par le programme et leurs compétences précises doivent avoir été identifiés. Le programme peut se composer d'un ensemble de cours englobant une gamme d'activités diverses, mais la clé de la réussite est d'établir un lien direct avec les résultats de l'EBF.

Figure 3 Étape 2 du cycle de formation : conception du programme de formation



Définition des objectifs d'apprentissage

Il est nécessaire, pour s'assurer qu'un programme de formation est adapté à l'objectif visé, de définir des objectifs d'apprentissage pertinents pour tous ses éléments. Ces objectifs doivent être liés aux compétences et aux connaissances identifiées lors de l'EBF. Les objectifs d'apprentissage doivent être transparents et clairement formulés, conformément aux principes SMART : **S**pécifiques, **M**esurables, **A**tteignables, **R**éalistes et **T**emporellement définis. Ils doivent correspondre à ce que le personnel sera en mesure de faire une fois la formation achevée. Ils peuvent inclure les compétences que les employés pourront montrer et d'autres éléments attestant de l'atteinte du but de l'apprentissage. Le tableau 2 fournit un exemple de deux objectifs d'apprentissage habituels liés aux méthodes de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Tableau 2 Exemples d'objectifs d'apprentissage

Objectif d'apprentissage	Preuves de la réussite de l'apprentissage (d'ici la fin de la séance de formation correspondante)
Comprendre les principales méthodes de lutte, leurs avantages et leurs inconvénients.	La personne est en mesure d'énumérer quatre méthodes de lutte, leurs avantages, leurs limites et leurs inconvénients.
Comprendre le concept de bénéfice net et de compromis pour l'autorisation ou l'acceptation des méthodes de lutte.	La personne est en mesure de fournir une analyse cohérente du bénéfice écologique net en l'étayant par un exemple de scénario utilisant cette analyse pour prendre des décisions sur la lutte.

De nombreuses organisations optent pour les cours de formation proposés par des professionnels de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures. D'autres organisations utilisent les cours publiés pour créer leurs propres formations en interne. Des cours de formation bien conçus, qu'ils soient publiés ou aient été adaptés en interne, incluent généralement les objectifs d'apprentissage liés à leurs divers éléments. Cela facilite grandement le processus de conception d'un programme de formation.

Questions de langue

Il convient de s'interroger sur la langue dans laquelle les cours de formation seront préparés et dispensés. Les langues parlées par les formateurs et les apprenants constituent un facteur devant être pris en considération. S'il est prévu de faire appel à des prestataires de formation externes, la disponibilité des formateurs peut être limitée.

Différentes approches peuvent être adoptées pour différentes catégories de personnel. Il est souvent judicieux de dispenser les formations destinées aux équipes opérationnelles, qui sont généralement chargées du déploiement des équipements, dans leur langue maternelle. Cependant, il est parfois possible de proposer les cours à l'intention des membres de l'encadrement dans une langue secondaire. Les cours destinés aux équipes maritimes peuvent souvent être dispensés en anglais en raison de leur expérience professionnelle. De nombreux employés de sociétés pétrolières internationales sont eux aussi susceptibles de parler l'anglais.

Ceux qui élaborent et dispensent les cours doivent tenir compte des questions de langue et s'assurer que les matériels de formation utilisent autant d'illustrations et de supports graphiques que possible pour faciliter la compréhension. Les formateurs doivent ajuster leur approche lorsqu'ils enseignent des personnes dont la langue maternelle n'est pas celle du cours. Ils doivent ralentir la présentation des matières et éviter d'utiliser des expressions régionales ou familières.

Il peut parfois s'avérer nécessaire d'envisager l'utilisation de supports de formation traduits ou l'interprétation simultanée ou consécutive des présentations du formateur. Cependant, les services de traduction et d'interprétation risquent de rallonger les cours et d'entraîner d'importants frais supplémentaires.



Types de cours

Cours modèles de l'OMI

L'Organisation maritime internationale (OMI) a élaboré la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC) en 1990. Cette Convention a été ratifiée par de nombreux pays et constitue le principal instrument international de mise en œuvre de systèmes nationaux de lutte et de mécanismes de coopération internationale efficaces pour les déversements d'hydrocarbures de grande envergure. La Convention OPRC oblige les gouvernements l'ayant ratifiée à établir un programme d'exercices pour les organisations de lutte contre les pollutions par les hydrocarbures et à former leur personnel. Elle demande également à l'OMI d'élaborer un programme de formation complet en coopération avec les gouvernements et les entités sectorielles qui le lui demandent. Au cœur de ce programme se trouvent les cours modèles de l'OMI sur la préparation et la lutte contre la pollution par les hydrocarbures (voir le tableau 3), qui sont disponibles à trois niveaux visant :

1. le personnel opérationnel ;
2. les superviseurs/commandants sur place ; et
3. les membres des équipes de direction et les décideurs.

L'approche de l'OMI consiste à mettre à disposition les cours modèles dans les pays en voie de développement en tenant compte des besoins nationaux et régionaux. Quand cela est nécessaire, l'OMI est disposée à aider les pays nécessitant des services de conseil ou des formations personnalisées en plus des cours modèles. Les cours modèles forment une partie importante de la mise en œuvre de l'Initiative globale, qui est un effort conjoint entrepris par l'OMI et le secteur pour promouvoir la préparation aux déversements d'hydrocarbures.

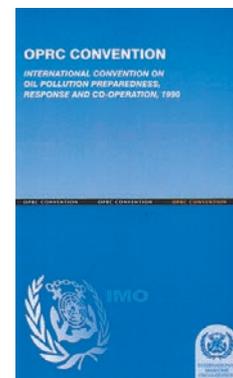


Tableau 3 Présentation des cours modèles OPRC de l'OMI

Objectif d'apprentissage	Durée	Objectifs
Niveau 1 : Intervenant de première ligne	5 jours	Offrir aux employés chargés des opérations de nettoyage sur site une vue complète des diverses méthodes disponibles pour récupérer les hydrocarbures déversés et nettoyer les zones côtières polluées, afin qu'ils puissent devenir des membres efficaces d'une équipe d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures et qu'ils soient conscients d'autres problèmes susceptibles de surgir lors d'un déversement.
Niveau 2 : Superviseur/Commandant sur zone	5 jours	Aider les membres déjà formés et expérimentés du personnel, ayant des responsabilités d'encadrement importantes dans le cadre du plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, à coordonner et superviser la lutte, et à mettre en œuvre une opération rapide, organisée et efficace.
Niveau 3 : Administrateurs et cadres dirigeants	2 jours	Sensibiliser ces personnes aux rôles et responsabilités des membres de la direction dans le domaine de la gestion des déversements d'hydrocarbures d'envergure nationale, et les renseigner sur les nombreux défis, souvent concurrents, auxquels ils font face lors d'un déversement de taille. Des représentants principaux de tous les groupes mentionnés dans le plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures ou susceptibles de participer à une opération de 3e niveau doivent être réunis pour être sensibilisés aux problèmes par le biais de discussions avec des spécialistes et pour élaborer un processus de lutte coordonné et intégré à l'échelle nationale pour assurer la bonne gestion des déversements de grande envergure.

Les cours modèles abordent la planification d'urgence, la lutte et la gestion. Ces cours ont été conçus et préparés par un groupe international d'experts provenant de diverses entités gouvernementales et sectorielles. Ils ont été périodiquement mis à jour depuis leur publication initiale en 1997. Les cours sont disponibles dans trois des langues de travail de l'OMI, à savoir l'anglais, le français et l'espagnol.

Ils sont destinés à être présentés à des groupes de tailles diverses en fonction des besoins locaux, et se composent à la fois de matières enseignées en salle de classe et d'exercices pratiques. Les organisations sont encouragées à adapter les cours à leur propre situation géographique, culturelle et opérationnelle.

Certains gouvernements font directement référence aux cours de l'OMI dans le cadre des exigences de formation qu'ils imposent. D'autres gouvernements ont élaboré des directives de formation plus détaillées en s'appuyant sur ces cours. Par exemple, le gouvernement du Royaume-Uni propose des cours détaillés au secteur d'exploitation pétrolière offshore, aux ports et au secteur maritime. Selon les cas, ces cours peuvent correspondre au niveau équivalent au sein de l'OMI.

Cours à l'intention du secteur pétrolier

Le secteur pétrolier a participé à l'élaboration des cours modèles de l'OMI et a accompagné leur mise en œuvre à de nombreux endroits. En plus de cette contribution, les sociétés pétrolières utilisent depuis de nombreuses années des cours de formation élaborés en fonction des besoins des plans de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Il existe notamment un ensemble de cours préparés et dispensés par des coopératives du secteur pétrolier, telles que le Global Response Network. La plupart de ces cours correspondent maintenant aux cours modèles équivalents de l'OMI.

Un grand nombre de sociétés pétrolières internationales ont adopté des organisations et des procédures d'intervention en situation d'urgence fondées sur le système de gestion des situations d'urgence (IMS). De ce fait, les EBF ont identifié une demande croissante de cours sur l'utilisation et la mise en œuvre de l'IMS ou d'approches similaires de la gestion des situations d'urgence. Les prestataires de formation élaborent des cours pour répondre à cette demande du secteur, y compris l'ensemble de cours stipulé par le National Incident Management System des États-Unis (NIMS) (voir le tableau 4).

Cours spécialisés



Divers cours ont été élaborés pour fournir une formation ciblant des aspects particuliers de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Ces cours peuvent être destinés à des intervenants professionnels et aux personnes retenues par des prestataires de services de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Ils peuvent également examiner des aspects clés de la lutte sur un site ou de la gestion des situations d'urgence, et concerner le personnel affecté aux équipes chargées des fonctions correspondantes. Ces cours, de par leur nature, proposent des matières plus détaillées et spécialisées que les cours généraux.

Examen de la taille des grains de sable lors d'un cours dirigé par un conseiller environnemental

À titre d'exemple, sans toutefois s'y limiter, certains cours spécialisés peuvent traiter des sujets suivants :

- l'observation et la reconnaissance aérienne ;
- la supervision du nettoyage sur site ;
- les techniques de nettoyage et d'évaluation de l'état du littoral (SCAT) ;
- le conseil environnemental ;
- la lutte terrestre ;
- le système de gestion des situations d'urgence (IMS) en se concentrant sur les responsabilités de sections ou de postes spécifiques.

Tableau 4 Exemples de cours sur le système de commandement d'une situation d'urgence (ICS) répondant aux exigences du National Incident Management System des États-Unis (NIMS)

Titre	Description
ICS 100	<p>Introduction à l'ICS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objet de l'ICS : identifier les conditions requises pour utiliser l'ICS, les trois fonctions de l'ICS et les tâches courantes en cas de situation d'urgence. • Caractéristiques de base de l'ICS : décrire les caractéristiques de base de l'ICS. • Fonctions du commandant de la situation d'urgence et du personnel de commandement : décrire le rôle et la fonction du commandant de la situation d'urgence et du personnel de commandement. • Fonctions du personnel général : décrire le rôle et la fonction des sections opérations, planification, logistique et finance/administration. • Infrastructures : décrire les six infrastructures de base de l'ICS, identifier les infrastructures susceptibles de se trouver au même endroit, et identifier les symboles figurant sur les cartes d'infrastructures. • Responsabilités communes : décrire les responsabilités communes de mobilisation et les responsabilités communes lors d'une situation d'urgence, énumérer les responsabilités individuelles, et décrire les responsabilités communes de démobilitation.
ICS 200	<p>L'ICS pour ressources uniques et actions initiales en cas d'accident</p> <ul style="list-style-type: none"> • Leadership et gestion : décrire la chaîne de commandement et les relations de communication formelles, identifier les responsabilités communes de l'équipe de direction, décrire la nature du contrôle et le développement modulaire, et expliquer les intitulés de poste utilisés. • Délégation d'autorité et gestion par objectifs : décrire le périmètre d'autorité et le processus de délégation d'autorité. La gestion par objectifs doit être décrite et expliquée. • Domaines et postes fonctionnels : identifier les outils ICS utilisés pour gérer une situation d'urgence, montrer la fonction des postes organisationnels au sein de l'ICS, et démontrer l'utilisation du formulaire ICS 201. • Briefings : réaliser un briefing opérationnel et décrire les éléments des briefings/réunions sur le terrain, avec le personnel et avec les sections. • Flexibilité organisationnelle : expliquer comment l'organisation modulaire se développe et se réduit, réaliser une analyse de complexité pour un scénario donné, définir les cinq types d'accidents et expliquer l'importance des plans et accords de préparation. • Transfert de commandement : énumérer les éléments d'information essentiels liés au transfert de commandement et décrire un processus de transfert de commandement.
ICS 300	<p>ICS intermédiaire pour les accidents à grande échelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création des équipes et organisation de l'ICS : décrire les notifications, les relations de travail et le flux d'informations. • Transfert de commandement • Fonctions unifiées de commandement lors d'un accident impliquant plusieurs compétences territoriales ou plusieurs agences • Formulaires ICS • Gestion des ressources • Planification et approvisionnement pour les missions inter-agence

Les cours spécialisés nécessitent généralement un formateur ayant une plus grande expérience dans le domaine en question que pour les cours généraux. Le nombre d'apprenants pour chaque formateur est habituellement plus bas, ce qui facilite des discussions détaillées et une plus grande participation.

Quand des cours spécialisés sont dispensés sur place pour un seul site, il peut être envisageable de limiter la durée du cours à un ou deux jours. Dans certains cas, des séances d'une demi-journée étalées sur plusieurs périodes de travail sont possibles si les formateurs sont disponibles pour de tels horaires.

Personnalisation des cours

La personnalisation du contenu d'un cours améliore systématiquement sa pertinence, l'intérêt des matières enseignées et leur utilité pour les apprenants. Les cours peuvent être adaptés à la situation locale de diverses façons, notamment par les moyens suivants :

- en utilisant des références géographiques, environnementales et climatiques adaptées ;
- en indiquant des types d'hydrocarbures spécifiques en fonction de leur évolution et de leur comportement en cas de déversement ;
- en examinant des méthodes, des tactiques et des équipements spécifiquement adaptés à la lutte ;
- en intégrant des détails et des procédures provenant des plans de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de l'organisation concernée ;
- en mentionnant les réglementations, les politiques et les plans d'urgence nationaux en vigueur ; et
- en faisant référence aux accords régionaux applicables.

Identification des vulnérabilités locales du littoral lors d'un cours de formation



L'ampleur du travail d'adaptation dépend des participants et du temps disponible pour la préparation. Si les participants proviennent de différents pays et différentes organisations, le niveau de personnalisation est généralement plus limité que pour un cours préparé à l'intention du personnel d'un seul site ou d'une seule organisation.

Certaines modifications relativement simples peuvent être apportées, notamment en modifiant le texte, les photos et les cartes dans les présentations, et en s'assurant que les discussions et les exercices de groupe fassent référence à la situation locale. Un présentateur expérimenté et bien informé peut lui aussi adapter des supports de formation génériques aux besoins des participants en utilisant des références verbales et en encourageant les discussions portant sur des sujets d'intérêt local.

Cours de perfectionnement

La plupart des intervenants n'auront peu, voire aucune opportunité, d'exercer leurs compétences et leurs connaissances lors d'une situation d'urgence réelle. Bien que cela révèle l'efficacité des mesures de prévention des déversements d'hydrocarbures, il est nécessaire de prévoir des cours de rappel ou de perfectionnement pour que le personnel reste préparé. Il est possible qu'une participation régulière aux programmes d'exercices pour les déversements d'hydrocarbures offre au personnel l'opportunité de conserver les compétences et les connaissances déjà acquises. Cela dépend bien entendu du rôle de la personne et de la fréquence des exercices. Une évaluation individuelle des besoins en cours de perfectionnement peut être efficacement intégrée à l'évaluation annuelle d'un employé.

La réglementation nationale prescrit parfois le type et la fréquence des formations de perfectionnement. En règle générale, l'intervalle maximal entre chaque formation n'est pas censé dépasser trois ans, car, au-delà, le personnel risque de perdre une grande partie du savoir acquis. Les réglementations acceptent parfois la participation à des exercices pratiques à titre de substitut aux cours de perfectionnement. Il est nécessaire de conserver des registres exacts de la participation aux cours de formation ou aux exercices pour vérifier les cours ou les exercices auxquels les participants ont déjà pris part, ce qui permet d'établir un calendrier adapté pour les activités de perfectionnement.

Les cours de perfectionnement incluent les formations antérieurement reçues. Cela simplifie les choses sur le plan administratif, car il n'est pas nécessaire de préparer de nouveaux cours. Les personnes déjà formées peuvent y participer avec les nouveaux apprenants. Un cours de perfectionnement peut être élaboré en tenant compte des connaissances déjà transmises lors de la première formation. Ces cours sont généralement de plus courte durée, car ils se contentent de faire un tour d'horizon des points élémentaires déjà abordés, pour se concentrer sur de nouveaux sujets. Il peut toutefois être difficile pour une organisation d'organiser ces cours de perfectionnement avec un nombre suffisant de participants. En effet, les employés ont souvent suivi leur formation initiale à des moments différents et certains d'entre eux ont peut-être quitté l'organisation.



Petronia Consulting Limited

Les exercices en groupe peuvent être un outil efficace pour vérifier et renforcer les objectifs d'apprentissage lors d'un cours de perfectionnement.

Administration des cours et planification des séances

La dispensation d'un cours de formation exige beaucoup de préparation, tant pour l'administration de l'évènement que pour le développement d'un contenu détaillé pour chaque séance.

Planification administrative

Les cours de formation doivent être planifiés longtemps avant leur dispensation. En général, l'organisation d'un évènement de formation prend plusieurs mois. Certaines organisations ont les ressources nécessaires à la dispensation d'un cours en interne. Cependant, dans la plupart des cas, il faut engager un prestataire de formation externe et il est donc nécessaire d'utiliser un processus de définition de projet, d'approvisionnement et de passation de contrat à cet effet. Dans un tel cas, il est recommandé de s'y prendre au moins six mois à l'avance. Quand les prestataires de formation proposent des cours publiés, ils se chargent eux-mêmes de la planification administrative et, dans ce cas, il est parfois possible de réserver un cours dans un court délai.

L'administration doit inclure un processus permettant d'informer les participants éventuels de la disponibilité du cours, d'identifier les candidats au cours, de fixer les dates et les endroits où la formation aura lieu, et préciser les objectifs généraux, de déterminer les frais (le cas échéant) et de fournir les informations d'inscription. Il convient d'indiquer aux participants qui s'inscrivent s'ils doivent se préparer en lisant certaines matières à l'avance et s'ils doivent se munir de certains équipements de protection individuelle (p. ex. bottes de travail, gants, salopettes).

Un exemple de descriptif de cours, qui est utilisé pour aider les candidats envisageant de participer, est fourni dans l'annexe 1 à la page 30.



Planification des séances

Le programme du cours doit intégrer les éléments qui lui correspondent en prévoyant des pauses café et une pause pour le déjeuner. Le contenu du programme de formation peut suivre une structure prescrite et bien établie, par exemple s'il se calque sur les cours modèles de l'OMI ou sur des cours semblables. Pour les cours spécialisés, il convient de s'interroger sur les éléments à présenter sous la forme de séances séparées et sur la durée qui doit leur être attribuée.

Chaque séance de formation doit avoir une structure et un objectif clairs. L'organisateur du cours doit examiner et documenter les aspects suivants de chaque séance :

- but global ;
- objectifs d'apprentissage spécifiques, c'est-à-dire connaissances ou compétences que les participants doivent acquérir ;
- durée ;
- infrastructures et matériels nécessaires, p. ex. salle de formation, salle de pause, tableau noir, vidéoprojecteur, sonorisation, etc. ;
- questions de sécurité, notamment en cas de déploiement pratique et de visite sur site ; et
- transport, logistique et équipements pour les activités en dehors de la salle de classe.

Un exemple de plan de séance est fourni dans l'annexe 2 à la page 31.

Les questions de sécurité, notamment en cas de déploiement pratique et de visite sur site, sont un facteur important à prendre en considération lors de la préparation de chaque séance de formation.



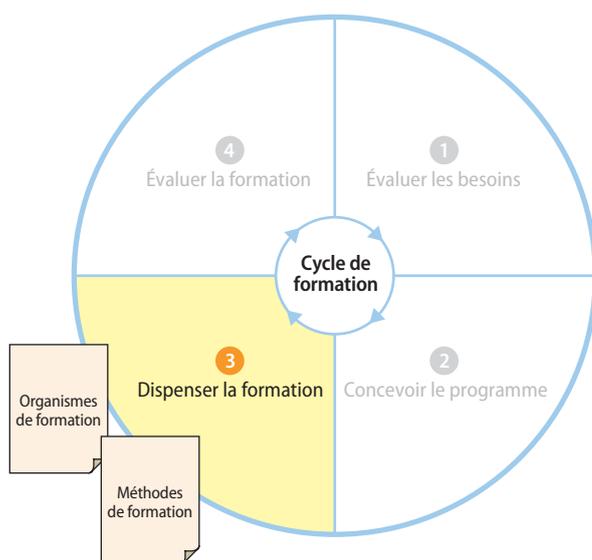
Méthodes de formation

« Dis-moi et j'oublierai, montre-moi et je m'en souviendrai peut-être, fais-moi participer et je comprendrai. »

Ancien proverbe

Il existe un certain nombre de méthodes et de techniques pouvant servir à dispenser la formation. Dans la plupart des cas, un cours de formation fait appel à plusieurs de ces méthodes dans le but de capter l'attention et susciter l'intérêt des apprenants. En règle générale, l'utilisation de méthodes qui demandent une participation active de l'auditoire est recommandée. Bien que les présentations traditionnelles et les explications fournies par le formateur soient souvent un élément inévitable des cours de formation, le niveau de compréhension, d'apprentissage et de rétention des informations par les apprenants est bien plus élevé lorsque ces derniers sont invités à s'exprimer pendant les discussions, à réaliser des exercices sur table et à participer à des déploiements pratiques.

Figure 4 Étape 3 du cycle de formation : dispensation du programme de formation



Présentations

Dans le cadre des présentations en salle de classe, le formateur fait généralement part de ses connaissances et de son expérience à un groupe d'apprenants, souvent à l'aide de supports visuels. La grande majorité des formateurs utilisent Microsoft® PowerPoint™ pour leurs présentations en préparant des diapositives composées d'un mélange de texte, de graphiques, de photographies et de vidéos.

Chaque présentation doit être structurée avec une diapositive de titre, une introduction au contenu du cours, une série de diapositives présentant les matières et les informations principales, puis une diapositive récapitulative des points clés en guise de conclusion. Bien que les formateurs puissent poser des questions et encourager les discussions lors de la présentation, cette méthode de formation est relativement passive pour un grand nombre d'apprenants. Pour éviter de perdre l'attention et l'intérêt de l'auditoire, il est recommandé de :



Petronia Consulting Limited

- limiter chaque présentation à une durée maximale de 45 minutes ;
- agencer les diapositives d'une façon relativement simple et peu élaborée pour ne pas distraire inutilement les apprenants ;
- utiliser une police de caractères homogène et facile à lire, et éviter les caractères de petite taille (pas moins de 24 points en général) ;
- limiter le nombre de puces à six sur chaque diapositive et minimiser l'utilisation d'animations de texte ;
- les diapositives de texte doivent contenir des mots-clés et éviter les phrases longues ;
- la combinaison d'images et de texte sur une diapositive peut être efficace si ces éléments se complètent.

Le formateur doit être bien préparé et faire preuve d'enthousiasme pour les matières qu'il enseigne. Cela l'aidera à motiver l'auditoire et permettra aux apprenants de mieux retenir les informations. Un présentateur efficace sait se servir de techniques clés : il connaît les matières enseignées à fond, il s'exprime librement et avec assurance, il parle fort et clairement, et il garde un contact visuel avec sa classe. Le présentateur doit savoir d'où viennent les apprenants et connaître leur niveau de connaissance et d'expérience, ce qui l'aidera à présenter les informations correctement.

Quand une présentation doit être utilisée par différents formateurs, il est recommandé d'utiliser les notes au bas des diapositives. Ces notes doivent brièvement expliquer les messages clés de chaque diapositive et décrire le but visé par les graphiques, les photographies et les vidéos.

Études de cas

La présentation d'études de cas mettant en valeur certains aspects saillants d'un déversement d'hydrocarbures réel peut être une méthode efficace de démonstration des réalités d'une opération de lutte. Les apprenants seront particulièrement désireux de connaître les accidents qui se sont produits dans leur pays ou région, et, dans le cas d'accidents très médiatisés, ils souhaiteront sans doute comparer l'opinion du formateur à ce qu'ils ont appris dans la presse. Cependant, le formateur doit rester prudent quand il présente des faits réels, car il n'est pas toujours judicieux qu'il exprime son opinion sur certains aspects d'une opération de lutte et sur la compétence des organisations y ayant participé. Il est recommandé d'utiliser des cas pour lesquels des rapports officiels ont été publiés et dont les faits ne sont pas contestés. Des vidéos professionnelles ont parfois été tournées pour filmer un accident et il peut être utile de les inclure dans certains cours.

En principe, les études de cas doivent être utilisées avec parcimonie et il est généralement préférable de s'en tenir à une seule pendant un cours. Un formateur expérimenté peut faire référence à des situations

réelles, des situations qu'il a directement rencontrées, dans le cadre de diverses présentations. Il doit toutefois se rappeler que la prudence est de mise et qu'il doit uniquement parler de faits avérés et s'abstenir de polémiquer sur des déversements controversés.

Discussions et exercices en groupe

Il peut être très utile de prévoir suffisamment de temps pour des discussions et des exercices en groupe lors d'un cours de formation. C'est un excellent moyen d'engager les apprenants dans le processus d'apprentissage. Les séances en groupe peuvent être organisées de nombreuses façons différentes. Il peut s'agir de simples discussions animées par le formateur, d'exercices sur table ou de simulations de déversements d'hydrocarbures.

Discussions animées par le formateur

Les discussions en groupe peuvent prendre la forme de séances animées par le formateur, qui pose habituellement une question et demande l'avis des participants. Ces discussions peuvent servir à découvrir les connaissances ou l'opinion des apprenants, à examiner en détail le niveau de préparation aux déversements d'hydrocarbures d'une organisation, à connaître le contexte géographique ou culturel, et à encourager les apprenants à réfléchir à certains aspects d'un déversement d'hydrocarbures et de l'opération de lutte correspondante.

Une classe peut être divisée en plusieurs petits groupes, qui sont alors invités à examiner plusieurs questions pendant une courte durée avant de s'exprimer devant toute la classe, le formateur se chargeant de diriger la séance à ce moment-là. La création de petits groupes donne davantage d'occasions aux apprenants d'exprimer leur opinion, ce qui favorise une participation plus étendue.

Les séances en groupe sont généralement courtes et durent environ 15 à 30 minutes. Le principal avantage de ces discussions est qu'elles permettent aux apprenants de participer plus pleinement aux cours et au formateur de comprendre ce qu'ils pensent de certaines questions importantes.

Exercices sur table

Les exercices sur table peuvent être un excellent moyen pour les apprenants d'utiliser et d'exercer les informations acquises. Ces exercices ont généralement lieu en petits groupes de cinq personnes au maximum. Un exercice est généralement en rapport avec une présentation qui vient d'être effectuée et fournit quelques informations contextuelles permettant aux apprenants de répondre à plusieurs questions. Ces exercices concernent souvent, sans toutefois s'y limiter, les activités suivantes :

- effectuer des prédictions manuelles de la trajectoire d'une nappe d'hydrocarbures ;
- estimer la quantité d'hydrocarbures à partir d'une observation aérienne ;
- générer une vision claire de la situation ;
- proposer une stratégie de lutte pour des scénarios donnés ; et
- concevoir des techniques de nettoyage et protection du littoral pour des scénarios donnés.

Les formateurs doivent s'assurer que les apprenants reçoivent suffisamment d'informations contextuelles et de supports (cartes géographiques et marines, documents de briefing, papiers) pour exécuter la tâche qui leur est confiée sans toutefois les surcharger d'informations.

Petronia Consulting Limited



Une discussion animée par le formateur permet aux apprenants de partager leur expérience et au formateur de mieux comprendre leurs connaissances actuelles.

Petronia Consulting Limited



Il faut également prévoir assez de temps pour la présentation des résultats à la fin de l'exercice. Un exercice prend généralement de 45 à 60 minutes. Le cas échéant, un exemple d'exercice réalisé pourra être préparé et remis aux participants à la fin de l'exercice.

Exercices de simulation d'un déversement d'hydrocarbures

Les exercices de simulation peuvent aider les apprenants à prendre conscience des défis auxquels les équipes de gestion et de lutte font face lors d'une situation d'urgence. S'il est vrai qu'une organisation peut avoir un programme d'exercices complet déjà en relation avec le programme de formation, il peut également être utile d'intégrer des exercices de simulation à un cours de formation.

Un exercice de simulation est généralement planifié en fin de formation, ce qui permet aux apprenants de faire appel aux connaissances acquises durant celle-ci pour résoudre les problèmes rencontrés. L'ampleur et la durée de la simulation sont limitées par des contraintes de temps, de logistique et de disponibilité des formateurs et du personnel de soutien. Les simulations peuvent durer plusieurs heures avec le briefing initial, la préparation et le debriefing final. Un cours de formation bien conçu et qui s'étale sur plusieurs jours donne l'occasion de préparer une simulation finale à l'aide de plusieurs exercices sur table prévus tout au long du cours. Ces exercices sur table peuvent aider les apprenants à se familiariser avec le contexte géographique, organisationnel et opérationnel de la simulation. Ils peuvent ainsi gagner en assurance, développer leurs compétences et profiter d'une simulation plus réaliste.



Dans une simulation, les apprenants reçoivent un rôle à jouer au sein d'une équipe de gestion de la situation d'urgence ou de l'équipe d'intervention. Toutes les fonctions clés d'une équipe de gestion doivent normalement être représentées (commandement, planification, opérations, logistique et finance). L'équipe doit lutter contre le déversement d'hydrocarbures suivant les instructions et sous le contrôle du formateur. Le scénario doit être simple et crédible, et se déroule habituellement en temps réel. La simulation implique généralement un accident de 2^e niveau (ce qui exige la prise en considération d'aspects allant au-delà de l'enceinte d'un site) et prévoit souvent la possibilité de faire appel à des ressources de 3^e niveau.

La mise à l'épreuve des aptitudes à la prise de décision doit faire partie des exercices de simulation.

Le formateur endosse le rôle de coordinateur de l'exercice et doit le faire avancer à travers un ensemble d'intrants de scénario auxquels les participants doivent répondre. Le formateur doit également observer les apprenants et jouer le rôle de plusieurs organisations afin de fournir des données sur les conditions météorologiques, sur les évaluations aériennes, sur les victimes, sur les demandes d'indemnisation, sur l'attention médiatique, sur l'intérêt porté par le public ou par certains groupes, sur des problèmes logistiques et sur les contraintes opérationnelles. La disponibilité des formateurs est susceptible de limiter l'étendue de ce jeu de rôles. Cependant, quand plusieurs formateurs sont disponibles, il faut faire attention de ne pas noyer les apprenants d'informations ou d'intrants.

Idéalement, le site utilisé pour la simulation doit permettre à l'équipe de gestion de la situation d'urgence de configurer ses propres sections fonctionnelles et d'utiliser un espace d'affichage mural pour créer une surface de visualisation ou une zone d'information. L'équipe doit recevoir des cartes, des graphiques, des documents proforma et d'autres documents adaptés.

Si la formation est dispensée à une seule organisation, il est peut-être envisageable d'utiliser son plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures lors de la simulation. Cela permettra aux apprenants de se familiariser davantage avec ce plan. Si les apprenants proviennent de diverses organisations, il peut être nécessaire de fournir un plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures générique pour la simulation. Dans les deux cas, il est important que les participants soient informés des procédures de base et des éléments clés du plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, et il faut leur accorder suffisamment de temps pour se familiariser avec ce plan avant le démarrage de la simulation.

Si les ressources le permettent, une simulation peut englober le déploiement physique d'équipements et de systèmes de communication, ainsi que la coordination entre le centre de commandement et les opérations sur le terrain. Il peut également être possible d'ajouter les relations publiques et avec les médias à la simulation. Cependant, ce niveau de simulation nécessite beaucoup de planification et de préparation au niveau des équipements de lutte, de la logistique et du personnel, tant pour soutenir les apprenants que pour assurer leur sécurité.

L'affectation des apprenants aux rôles nécessaires à la simulation limite l'exposition de chaque personne à des problèmes spécifiques susceptibles de survenir lors de la simulation. Le debriefing fournit donc une excellente opportunité de partager les enseignements tirés avec l'ensemble du groupe et le temps prévu doit permettre aux apprenants de réaliser une auto-évaluation de leurs performances et de partager leurs impressions. Les formateurs doivent eux aussi participer au retour d'information et s'assurer que l'expérience du groupe est positive.



Petronia Consulting Limited

Exercice destiné à une équipe de gestion des situations d'urgence à la fin d'un cours de formation

Visites de site

Les apprenants peuvent visiter des sites de stockage d'équipements et se familiariser avec leur environnement, notamment en se rendant à différents endroits du littoral et dans des habitats vulnérables.

Visite de sites de stockage d'équipements

La visite d'un site de stockage d'équipements, si est possible, peut aider les apprenants à se rendre compte des besoins opérationnels et logistiques. En fonction de l'emplacement et du temps de transport, une telle visite prendra vraisemblablement au moins deux ou trois heures. Les équipements stockés peuvent être très divers : barrages antipollution flottants, dispositifs de récupération, matières absorbantes, mécanismes de stockage temporaire et systèmes d'application de dispersant. Même si la plupart des équipements sont emballés et stockés, il est généralement possible de montrer aux apprenants quelques-uns de ces équipements déballés, ce qui renforce les explications qu'ils ont reçues en salle de classe. Il est préférable que les apprenants soient répartis en groupes de dix personnes maximum, un formateur accompagnant chacun de ces groupes pendant qu'ils examinent les équipements. Le personnel du site de stockage d'équipements sera peut-être disponible pour aider les apprenants et accompagner les groupes.



Petronia Consulting Limited



Petronia Consulting Limited

À gauche : équipements prêts à être déployés ; ci-contre : voir un équipement de près peut renforcer les principaux objectifs d'apprentissage.

Les visites de zones côtières peuvent aider les apprenants à se familiariser avec le milieu et à s'exercer aux procédures d'évaluation de l'état du littoral.

Dans certains cas, le personnel du site de stockage peut montrer l'utilisation de quelques équipements, p. ex. en gonflant ou en déployant une petite section d'un barrage, ou en déployant un dispositif de récupération depuis un quai ou dans un réservoir de stockage rempli d'eau de mer. Les apprenants qui voient un équipement de près peuvent se rendre compte de ses capacités, de ses limites et des facteurs de sécurité qui le concernent. Cela est important pour tous les apprenants, même pour ceux qui ne jouent pas un rôle opérationnel dans une situation d'urgence. Il est fondamental que tous les membres de l'équipe aient une appréciation réaliste de chaque méthode de lutte. Si ces réserves appartiennent à l'organisation dont l'apprenant est un employé, il est très utile qu'il sache quels sont les équipements disponibles.

Visites du littoral

Les visites du littoral peuvent servir à diverses fins, dont notamment à expliquer les différentes vulnérabilités environnementales, à discuter des techniques de nettoyage disponibles, à se pencher sur les problèmes de contrôle du site nettoyé et à connaître les procédures d'évaluation de l'état du littoral. Dans chaque cas, les groupes doivent se composer d'un maximum de dix personnes par formateur, et une visite typique prend une demi-journée dans le programme de formation.



Petronia Consulting Limited

L'idéal est de choisir une zone contenant plusieurs types de littoral. La visite permet de souligner les problèmes présentés en salle de classe, qu'il s'agisse de problèmes pratiques liés aux marées et au mouvement des courants, de problèmes d'accès au site et de sécurité, ou de questions d'abondance, de diversité et de vulnérabilité des différents habitats. Il est possible d'assurer une participation active des apprenants en intégrant un exercice d'évaluation de l'état du littoral à la visite. Les apprenants peuvent recevoir des informations et des conseils sur la technique d'évaluation de l'état du littoral en vue du nettoyage (SCAT) et être invités à remplir les formulaires SCAT correspondants.

Exercices pratiques de déploiement d'équipements

Les exercices pratiques de déploiement d'équipements constituent un moyen très utile d'aider l'ensemble du personnel à en comprendre les possibilités, les limites, les questions de sécurité et les aspects logistiques. Ces déploiements d'équipements sont d'une importance cruciale lors des cours de formation destinés au personnel opérationnel et d'encadrement. S'il n'est pas possible d'intégrer de déploiements à une formation, il est nécessaire de les prévoir dans les programmes de formation et d'exercices généraux destinés aux membres du personnel jouant un rôle opérationnel ou d'encadrement. Ceux qui sont affectés à l'équipe de gestion tireront également un grand bienfait de la participation à au moins un exercice de déploiement d'équipement, car ils peuvent ainsi constater par eux-mêmes les difficultés liées au déploiement des équipements et avoir des attentes réalistes quant aux délais de déploiement.

Le niveau de planification et de soutien nécessaire à l'intégration des déploiements à un programme de formation est considérable. La sécurité est primordiale. Chaque déploiement planifié doit faire l'objet d'une analyse de risque et tous les participants doivent être informés en détail des tâches qu'ils vont



Petronia Consulting Limited

entreprendre. Les déploiements ne doivent pas avoir lieu dans des conditions défavorables, par exemple quand le temps n'est pas clément, quand la mer est agitée ou les courants sont forts, sauf si ces conditions sont justement la raison pour laquelle la formation est prévue. Il convient de faire attention de ne pas maltraiter ou endommager les équipements utilisés.

Les facteurs suivants doivent généralement être pris en considération lors des activités de déploiement :

- disponibilité des équipements ;
- navires disponibles pour soutenir les activités en mer ;
- personnel de soutien ;
- site de déploiement convenable ;
- transport vers le site ;
- équipements de protection individuelle adéquats pour les apprenants ;
- rafraîchissements pour les apprenants ; et
- créneau pouvant aller jusqu'à quatre heures dans le programme de formation.

Il est essentiel que les déploiements soient supervisés et contrôlés de près. Par souci de sécurité, un formateur ne doit pas superviser plus de dix apprenants et il doit leur fournir des explications claires sur le déploiement. Les déploiements ne doivent pas se faire de façon hâtive et il est recommandé d'adopter une approche contrôlée étape par étape, en commençant par montrer les tâches aux apprenants, puis en leur permettant d'entreprendre l'activité. Il est parfois possible de demander à des membres du personnel de soutien de l'organisation fournissant les équipements d'apporter leur concours pour superviser les apprenants. Les équipements habituellement déployés sont des barrages antipollution, des dispositifs de récupération et des réservoirs de stockage pouvant être déplacés manuellement, bien qu'il soit toujours nécessaire d'être prudent quand ces équipements sont soulevés à la main.

Cours en ligne et outils informatiques

Étant donné que l'accès à Internet et la connectivité à large bande sont devenus monnaie courante, les outils de formation en ligne ou électroniques sont de plus en plus répandus. Les cours en ligne permettent aux apprenants d'y accéder à distance et au moment qu'il leur convient le plus. Cependant, ces cours ont également certaines limitations en raison de l'absence d'un formateur et du manque de motivation de certains apprenants pour ce qui est de s'y inscrire ou de les terminer. Les cours disponibles sont généralement courts et ne demandent pas plus de quelques heures. L'élaboration de cours en ligne intéressants et interactifs nécessite un investissement de temps important et beaucoup d'efforts.

Plusieurs outils électroniques ont été produits pour aider le personnel de lutte. Ils peuvent être utilisés avec efficacité dans le cadre de formations, que le formateur présente leur utilisation ou que les apprenants soient autorisés à y accéder directement, quand cela est possible. Ils peuvent également servir de sources d'informations complémentaires que les apprenants pourront consulter une fois le cours de formation achevé. Il peut par exemple s'agir d'outils simples facilitant la conversation des unités les plus couramment utilisées pour les intervenants, de modèles permettant d'estimer l'évolution et la trajectoire d'hydrocarbures déversés, ou de sites web interactifs fournissant des données de base sur les aspects clés d'une opération de lutte contre un déversement d'hydrocarbures.



Petronia Consulting Limited



Shutterstock.com

Manuels, cahiers de travail et références

Il existe un grand nombre de documents publiés dans le domaine de la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, y compris plusieurs guides de bonnes pratiques de l'IPIECA-IOGP. Ceux qui sont chargés de la préparation de la section de références d'un cours de formation doivent se rappeler que la plupart des apprenants n'auront probablement pas le temps de lire tous les documents disponibles. De nombreuses publications peuvent être téléchargées gratuitement en ligne et une liste de sites web utiles peut être fournie aux apprenants à la fin du cours. Les publications recommandées ou citées dépendront du type de cours dispensé. Bien que la plupart d'entre elles soient rédigées en anglais, un certain nombre d'entre elles ont été publiées ou traduites dans d'autres langues.

Il est utile de fournir aux apprenants un cahier de travail contenant des copies des documents présentés lors du cours. Le cahier de travail peut également fournir une synthèse des matières enseignées et d'autres supports. Ces cahiers de travail peuvent prévoir des espaces où les apprenants pourront prendre quelques notes essentielles lors des présentations, mais doivent toutefois empêcher la prise de notes trop détaillées.

Il existe également plusieurs manuels et guides sur le nettoyage lors d'un déversement d'hydrocarbures, et il peut être utile d'informer les apprenants de la disponibilité de ces outils pour les aider lors des opérations de lutte et des exercices de simulation, surtout s'ils sont utilisés en parallèle avec leurs plans de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Tous les cahiers de travail, manuels et autres documents de référence peuvent être remis à chaque apprenant sous format électronique. Bien que ces documents offrent une importante source d'informations, il faut reconnaître que de nombreux apprenants ne les consulteront pas de façon exhaustive. Une fois encore, il faut faire attention de ne pas noyer les apprenants de trop d'informations.

Qualifications et expérience requises des formateurs

L'efficacité du formateur est un élément crucial de la réussite d'un cours de formation. En plus de préparer à fond les cours, le formateur doit disposer d'une expérience suffisante et de compétences d'enseignement adéquates. Les qualifications minimales requises d'un formateur varient selon le type de cours. Quand le cours est dispensé par plusieurs formateurs, il est possible de demander aux formateurs chevronnés d'encadrer et de superviser ceux qui ont moins d'expérience. Un formateur expérimenté doit avoir au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

En général, les formateurs doivent avoir une expérience pratique de la lutte contre des déversements d'hydrocarbures de 2^e et 3^e niveaux. Quand le cours porte sur des questions opérationnelles et inclut des exercices de déploiement, le formateur doit avoir une connaissance pratique des équipements et savoir comment les utiliser.

Le formateur doit bien connaître le contenu des plans de lutte contre les déversements d'hydrocarbures d'un site, à l'échelle régionale ou à l'échelle nationale, le cas échéant.

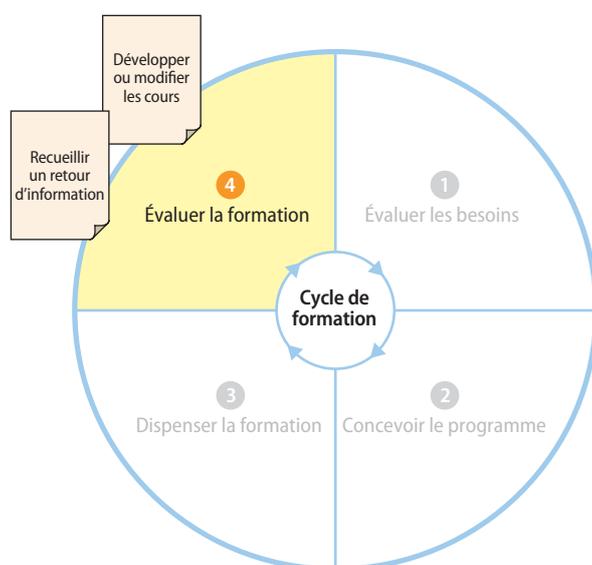


Petronia Consulting Limited

Évaluation de la formation

Il est nécessaire d'évaluer la formation pour vérifier que les objectifs d'apprentissage sont adaptés et ont été atteints, et pour s'assurer que les formateurs sont compétents. Cette évaluation permet également d'identifier les domaines nécessitant des améliorations sur le plan du contenu ou du mode de dispensation.

Figure 5 Étape 4 du cycle de formation : évaluation de la formation dispensée



Collecte du retour d'information

Apprenants

Les participants à la formation doivent avoir plusieurs opportunités de fournir un retour d'information sur la formation. Ce retour d'information peut être informel, avec un dialogue en tête-à-tête ou une discussion en groupe avec le formateur, pendant une pause ou à la fin du cours. Ces échanges permettent au formateur de dialoguer avec les apprenants et de mieux comprendre leurs suggestions. Cependant, certains apprenants hésiteront peut-être à s'exprimer directement si leurs remarques risquent d'être perçues comme des critiques par le formateur.

Le retour d'information écrit constitue une méthode plus formelle et structurée de recueillir un feedback. Un formulaire d'évaluation peut donner aux apprenants l'occasion de noter les séances de formation et d'exprimer leur avis sur la structure et le mode de dispensation du cours, p. ex. en ce qui concerne les dispositions administratives, l'équilibre des méthodes d'enseignement et la qualité des supports de présentation. Les techniques de notation ou d'évaluation peuvent fournir des informations sur les points forts ou faibles d'un cours, mais il est également nécessaire d'encourager les apprenants à expliquer en détail les problèmes rencontrés sur un formulaire de retour d'information. Les apprenants doivent avoir suffisamment de temps pour remplir les formulaires de retour d'information. Si un retour d'information est demandé pour une séance individuelle, il est utile de distribuer les formulaires au début du cours.



Petronia Consulting Limited

Si les apprenants participent et ont une expérience agréable, ils seront plus susceptibles de se souvenir des informations présentées.

Il est important d'évaluer le niveau d'assimilation des connaissances des apprenants pendant le cours, mais de nombreuses organisations n'ont probablement pas les ressources nécessaires à la réalisation d'une évaluation de suivi complète une fois le cours terminé.

Bien que le processus d'apprentissage soit plus efficace quand tous participent, il faut veiller à ne pas accorder trop d'importance aux remarques subjectives des apprenants sur la convivialité du cours. Il est préférable d'accorder la priorité aux mesures indiquant si les apprenants ont atteint les objectifs d'apprentissage.

Si un prestataire de formation souhaite recevoir un retour d'information particulier, p. ex. s'il vient d'élaborer un nouveau cours ou s'il a complètement révisé un cours existant, il peut être utile d'appeler un apprenant peu après la fin du cours. Il est généralement préférable que la personne qui passe l'appel ne soit pas le formateur pour que l'apprenant puisse s'exprimer sans réserve.

Évaluation par les pairs

Le formateur peut bénéficier d'une évaluation périodique par ses pairs. Cela signifie qu'un deuxième formateur l'observe diriger une séance ou effectuer une présentation, puis lui fournit des remarques constructives. En générale, un formateur expérimenté réalise cette évaluation pour un nouveau formateur qu'il encadre. Le but de ce processus n'est pas de chercher les erreurs, mais de souligner les domaines positifs, puis de signaler les points susceptibles d'être améliorés, tant sur le plan du style que de la présentation.

Rétention des informations acquises

Lors de la dispensation du cours, le formateur peut déterminer dans quelle mesure les apprenants emmagasinent et mémorisent les connaissances transmises. Pour ce faire, il peut employer des techniques simples, par exemple en posant occasionnellement des questions aux apprenants et en utilisant des exercices sur table ne prenant pas beaucoup de temps. L'évaluation de l'assimilation des connaissances une fois le cours de formation achevé est beaucoup plus difficile.

La plupart des organisations n'ont pas les ressources nécessaires à la réalisation d'une évaluation de suivi complète des apprenants. La principale méthode permettant de s'assurer que les apprenants ont mémorisé les informations clés est l'intégration des programmes de formation et d'exercices.

La mise en pratique des connaissances et des compétences acquises par le biais d'exercices de simulation structurés est un moyen efficace de vérifier que les informations transmises ont été retenues. Par conséquent, il est judicieux de planifier de façon conjointe les programmes de formation et d'exercices afin qu'ils soient complémentaires.



Petronia Consulting Limited

Modifications des cours

Un cours de formation doit être révisé grâce à des mécanismes d'évaluation permettant de déterminer s'il répond toujours aux besoins pour lesquels il a été préparé. Plusieurs situations peuvent déclencher la modification du contenu ou de la méthode de dispensation d'un cours, notamment :

- une évaluation systématique du retour d'information des participants révélant qu'un aspect particulier du cours n'est pas à la hauteur ou pourrait être amélioré ;
- la disponibilité des supports de formation, tels que les photographies ou les vidéos d'un accident récent, si ces supports illustrent mieux le contenu du cours ou fournissent un contexte pertinent ;
- la disponibilité de nouvelles informations techniques provenant d'études des déversements d'hydrocarbures, du développement de nouveaux équipements ou de l'expérience tirée d'accidents ou d'exercices récents ;
- la modification d'un plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures nécessitant la mise à jour des sections du cours faisant référence au plan en question.

La fréquence du processus de révision dépend de la fréquence à laquelle le cours est dispensé, de la disponibilité du personnel chargé de réviser le cours et de la nature changeante de certains des éléments mentionnés ci-dessus. Il est recommandé d'entreprendre une évaluation formelle annuelle des cours et de documenter ce processus.

Contrôle des compétences

Un programme de formation doit donner aux participants l'occasion de développer leurs connaissances et leurs aptitudes en fonction de leur rôle, comme indiqué lors de l'EBF. Certaines organisations exigent des éléments démontrant que les apprenants ont atteint les objectifs d'apprentissage clairement énoncés et disposent des compétences demandées. Ces compétences doivent être définies dans le cadre d'une aptitude ou d'une activité particulière, et évaluées à la lumière de normes de performance établies. L'encadré 1 fournit un exemple en la matière.

L'évaluation peut être un processus formel ou informel. Les outils d'évaluation des compétences peuvent se présenter sous la forme de séances de questions et réponses, de questionnaires, d'exercices sur table de courte durée et de documents dans lesquels les apprenants doivent « remplir les espaces vides ». Il est nécessaire, dans tous les cas, de documenter l'évaluation et d'en garder une trace pour pouvoir s'y reporter ultérieurement. Les documents à conserver peuvent être les suivants :

- résultats des travaux ;
- témoignages ;
- enregistrement des interrogations ;
- comptes-rendus personnels ;
- discussions techniques ;
- observations.



OSRL

Les nouvelles technologies de lutte, telles que le système d'injection de dispersant en milieu sous-marin illustré ci-dessus, doivent être intégrées aux cours dès qu'elles ont été développées.

Encadré 1 Évaluation des compétences pour planifier un déploiement de barrage de protection

Les éléments clés suivants doivent faire partie d'un plan de déploiement de barrage de protection. Les parenthèses indiquent l'objectif de compétence :

1. Contraintes de déploiement (identifier le point d'accès le plus adapté et les courants).
2. Type de barrage (identifier les barrages de protection du littoral et les barrages à jupe compatibles).
3. Calcul de l'angle de déploiement du barrage (identifier l'angle maximal à une précision de 10 % pour les courants supposés).
4. Longueur du barrage (identifier la longueur à une précision de 20 %).
5. Nombre de points d'ancrage nécessaires (identifier la longueur de barrage à une précision de 10 %).
6. Création d'une liste d'équipements (la liste doit convenir au site et inclut généralement des bateaux de soutien, des équipements auxiliaires, des systèmes de communication et des équipements de protection individuelle).



Petronia Consulting Limited

Certification et accréditation

Les organisations devraient garder les registres des cours dispensés au personnel, y compris les dates de ces cours et les informations relatives aux participants. Ces registres font souvent partie du plan de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et sont exigés à titre de preuve que le personnel disponible a été convenablement formé en cas de situation d'urgence.



Petronia Consulting Limited

Certificats de formation

Il est habituel, dans le cadre de l'administration des cours et de la gestion des registres correspondants, de délivrer des certificats aux apprenants une fois qu'ils ont achevé un cours. Ces certificats indiquent généralement le nom du cours, les dates de ce cours, le nom du participant et l'organisation à laquelle il appartient. Il est courant que le principal formateur ou un autre employé de haut rang signe le certificat.

Les certificats prouvent qu'une personne donnée a achevé un cours, ce qui est habituellement le cas si elle a été suffisamment présente. Certaines organisations stipulent un temps de présence minimal (p. ex. 90 %) et tiennent des fiches de présence à jour pendant la durée du cours. Si une certification concerne une formation portant sur des compétences particulières, l'apprenant devra peut-être passer un test ou une autre forme d'évaluation avant de recevoir son certificat pour prouver qu'il répond à une norme de performance minimale.

Accréditation des formations

Il n'existe pas de régime international d'accréditation des cours de formation en matière de déversement d'hydrocarbures. Bien que l'OMI ait élaboré les cours modèles OPRC, il appartient aux administrations nationales d'approuver ou d'accréditer les prestataires des formations à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, l'OMI se réservant la possibilité de reconnaître ces régimes nationaux. Le régime d'accréditation le plus développé et le plus largement reconnu est celui du Nautical Institute, au Royaume-Uni (voir l'encadré 2).

Dans certains pays, il est obligatoire que les participants aux opérations de nettoyage de déversement d'hydrocarbures et à d'autres activités connexes aient préalablement suivi une formation santé et sécurité. Par exemple, pour protéger les intervenants, les États-Unis ont établi la norme intitulée Hazardous Waste Operations and Emergency Response (HAZWOPER). Elle exige des intervenants qu'ils suivent une formation déterminée et des cours de perfectionnement périodiques auprès de formateurs certifiés.

Encadré 2 Régime d'accréditation du Nautical Institute

Le Nautical Institute accrédite les formations à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au nom de la Maritime and Coastguard Agency du Royaume-Uni, comme le stipule l'article 6(2)(b) de la Convention OPRC. Ce régime d'accréditation est en vigueur depuis 1996 et, suite à l'augmentation de la demande, s'est étendu à des organismes formateurs en dehors du Royaume-Uni. L'accréditation, qui nécessite l'évaluation un prestataire de formation proposant un cours particulier, signifie que le Nautical Institute a vérifié la norme, a approuvé le prestataire et lui a délivré un certificat. Le prestataire de formation est réévalué à des intervalles réguliers, doit rester à la hauteur de la norme établie et doit conserver les registres nécessaires. Ce régime prévoit cinq cours à l'intention du secteur maritime et quatre cours à l'intention du secteur pétrolier offshore, certains de ces cours ayant leurs équivalents parmi les cours modèles OPRC de l'OMI.

Bibliographie et lectures recommandées

API (2014). *Guidelines for Oil Spill Response Training and Exercise Programs*. American Petroleum Institute (API) Training and Exercise Workgroup, Joint Industry Oil Spill Preparedness and Response Task Force (OSPR JITF).

OMI (2006). Cours modèles sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC), niveaux 1, 2 et 3. Disponibles en CD.

IPIECA-IOGP (2015). *Planification d'urgence pour les déversements d'hydrocarbures en milieu aquatique*. Série de guides de bonnes pratiques de l'IPIECA-IOGP, Projet de coopération industrielle de l'IOGP-IPIECA dans le cadre de la lutte contre la pollution par les hydrocarbures (OSR-JIP). Rapport 519 de l'IOGP. <http://oilspillresponseproject.org>

Remerciements

Nous remercions Petronia Consulting Limited pour sa précieuse contribution à la rédaction du présent document.

Annexe 1 : Exemple de descriptif de cours

Cours modèles de l'OMI, niveau 2

Avantages

- Coordination efficace de la lutte
- Décisions correctes sur les options de lutte et les actions devant recevoir la priorité
- Suivi et notifications efficaces
- Utilisation efficace des ressources sur le terrain

Qui doit y participer ?

- Tout employé désigné pour coordonner les activités sur le terrain
- Membres d'une équipe de gestion des situations d'urgence
- Personnel responsable de coordonner le travail d'autres organismes participant à la lutte
- Personnel ayant déjà suivi un cours de niveau 1 et ayant depuis lors reçu des responsabilités d'encadrement accrues

Durée et dates du cours

4 jours : du 16 au 19 juin 20XX

Emplacement du cours

Singapour

Sujets traités

- Comportement, évolution et effets des déversements d'hydrocarbures
- Évaluation des déversements
- Utilisation des dispersants
- Confinement et protection
- Récupération des hydrocarbures
- Brûlage contrôlé in-situ
- Biorestauration
- Nettoyage du littoral
- Planification d'urgence
- Gestion de la lutte
- Sécurité du site
- Transfert, stockage et élimination
- Planification des opérations
- Responsabilité, demandes d'indemnisation et paiements
- Collecte de preuves et documentation
- Arrêt des opérations
- Relations avec les médias
- Briefing après un accident

Annexe 2 : Exemple de plan de séance

Section 1 : Organisation et administration

Cours : Superviseur de littoral

Titre de la séance :	Cartographie des zones vulnérables
Objectif :	À la fin du cours, les apprenants seront en mesure de comprendre les avantages de la cartographie des zones vulnérables dans le cadre de la planification d'urgence et de l'orientation des opérations de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.
Évaluation :	Les cartes seront utilisées lors d'un exercice sur table à la fin du cours.
Préparé par :	A. Smith
Date de révision :	19 juin 20XX

Administration

Durée :	45 minutes
Lieu :	Centre de formation du site
Analyse de risque :	S'assurer que tous les apprenants connaissent les procédures d'évacuation en cas d'incendie... et qu'aucun câble ne traîne.

Ressources

Présentation :	Ajouter un lien hypertexte vers l'emplacement du fichier.
Équipement :	Projecteur pour la présentation Tableau blanc / Tableau de conférence et stylos (facultatif)
Personnel de soutien supplémentaire nécessaire :	Aucun
Transport :	Aucun
Références :	Publication de l'IECA/OMI/IOGP, <i>Cartographie des zones vulnérables pour la lutte contre les déversements d'hydrocarbures</i> (2012) Site web de la NOAA et documents à télécharger concernant les cartes d'indice de vulnérabilité environnementale : http://response.restoration.noaa.gov/maps-and-spatial-data/environmental-sensitivity-index-esi-maps.html

Résultats de la séance

1.	Décrire les ressources vulnérables.
2.	Décrire les avantages et l'utilité des cartes de vulnérabilités.
3.	Comprendre le classement des priorités des ressources vulnérables.
4.	Savoir comment créer une carte des vulnérabilités.
5.	Identifier les conditions requises pour la création d'une carte et la façon de les remplir.

suite...

Section 2 : Exécution

Intérêt :	Préciser le rapport entre la séance et les effets des déversements, la planification d'urgence et la nécessité d'identifier les sites sensibles avant un déversement.
Besoin :	<p>Les cartes de vulnérabilités fournissent aux équipes de gestion des situations d'urgence des informations essentielles sur l'emplacement des sites sensibles sur le plan écologique et des ressources importantes sur le plan économique, ainsi que les zones à protéger et nettoyer en priorité.</p> <p>Il faut souligner la nécessité que tous les membres du personnel chargé de la planification et des opérations sachent à quel point il est important qu'ils connaissent les vulnérabilités environnementales d'une zone menacée ou affectée.</p>
Objectifs :	À la fin du cours, les délégués seront en mesure de... (indiquer les résultats de la séance, qui sont énumérés ci-dessus).
Résumé :	Doit être clair et concis. Récapitulez le but et les objectifs de la séance.
Évaluation :	Les apprenants utiliseront les cartes de vulnérabilités lors de l'exercice sur table à la fin du cours.
Perspectives :	Prévoir des discussions sur l'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) et sur le choix des options de lutte pour minimiser les préjudices à partir des informations contenues dans les cartes des vulnérabilités.

La page a été intentionnellement laissée vierge.

IPIECA

L'IPIECA est l'association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement et les questions sociales. Elle développe, diffuse et promeut les bonnes pratiques et les connaissances afin de permettre à l'industrie d'améliorer son impact sur l'environnement et la société ; elle constitue le principal canal de communication de l'industrie avec les Nations-Unies. Grâce à ses groupes de travail conduits par les membres et à sa direction, l'IPIECA rassemble l'expertise collective des entreprises et associations pétrolières et gazières. Sa position unique dans l'industrie permet à ses membres de répondre efficacement aux enjeux essentiels environnementaux et sociaux.

www.ipieca.org



L'IOGP représente l'industrie des hydrocarbures en amont des organisations internationales, y compris l'Organisation maritime internationale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les Conventions régionales dans le domaine marin et les autres groupes sous l'égide des Nations-Unies. Au niveau régional, l'IOGP représente l'industrie auprès de la Commission européenne, du Parlement européen et de la Commission OSPAR pour l'Atlantique Nord-Est. Tout aussi important est le rôle de l'IOGP pour la promulgation des meilleures pratiques, en particulier dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité sociale.

www.iogp.org

